



Expérimentation EGIP : Un cadeau empoisonné au SPIP 49 !

Alors que les pratiques ont considérablement évolué au sein des SPIP et malgré la charge de travail, tous les agents s'attachent à répondre aux problématiques complexes de la délinquance par des prises en charges qualitatives.

Mais la surpopulation carcérale atteint des records ! Il faut gérer les flux. Il faut faire des économies. Il faut surtout répondre aux commandes politiques très éloignées de nos réalités de terrain ! Une solution miracle ? voici « l'expérimentation EGIP » !

Le choc de l'annonce

En janvier 2026, le service apprend que notre Directrice s'est portée volontaire pour l'expérimentation EGIP. Bien entendu, ni l'équipe ni les OS n'avaient été consultés en amont.

Passé l'effet de surprise et compte tenu de l'état du service (3 postes de DPIP vacants, nombreux arrêts au sein du service, suspens insoutenable sur le départ ou non de notre Directrice), de nombreuses craintes ont été exprimées.

Le temps des promesses

Pas d'inquiétude à avoir selon notre Directrice : nous aurons les moyens, sinon nous ne ferons pas ! Hors de question de revenir à ce qui se faisait avant, c'est une bonne nouvelle de pouvoir reprendre ces missions et nous leur donneront plus de sens. C'est promis, nous aurons des marges de manœuvre : un renfort exceptionnel de postes, des conditions matérielles décentes, pas de travail les week-ends, le choix de ne faire que les ESR qui ont du sens (longues), une diminution inouïe de notre charge de travail.

Tout cela, sans aucune donnée chiffrée ni aucun travail préalable réel avec les tribunaux judiciaires.

Le SPIP 49 a bien été sélectionné et nous avons vu la parution de 9 postes de CPIP à la CAP de mobilité. Tant pis pour les autres SPIP ! Un poste de DPIP, un poste d'agent administratif et un poste d'agent de surveillance électronique ont également été promis dans le cadre de l'expérimentation. Un renfort certes, mais au détriment de la perte de notre CPIP Placée qui a apporté pendant près de deux ans, outre sa bonne humeur, un travail d'une grande qualité.

Certains corps de métier n'ont pas eu autant de chance que les CPIP : les personnels administratifs qui font face à une multiplication des tâches et subissent déjà le manque d'ergonomie de PRISME vont désormais aussi devoir assurer le suivi des ESR. Même problème pour les agents de surveillance électronique qui font face à une explosion du nombre de mesures de DDSE et bientôt, sans doute, à des permanences dans les tribunaux à toute heure.

Le temps de la confusion

Rappelons que ni les agents, ni les OS ne s'opposent par principe à cette expérimentation. Au contraire, la reprise du présentiel a du sens pour l'équipe du SPIP 49. Toutefois, les inquiétudes sont réelles quant au moment choisi pour se porter volontaire, quant au pilotage de cette expérimentation et quant aux marges de manœuvre qui nous seront accordées pour prioriser le fond de ces nouvelles missions.

Sans répondre à ces inquiétudes, notre Directrice a fait le choix de nous noyer dans d'innombrables mails illisibles et contradictoires : le service a sombré dans la confusion la plus totale !

Finalement, il s'agira, sans négociation possible, de la reprise de TOUTES les ESR, en semaine, les week-end et jours fériés, sur l'ensemble du département qui comprend deux tribunaux (pour une seule antenne), pour la modique somme de 50 euros par jour chômé travaillé !

Pôle ou pas pôle, telle a été la question soumise à un sondage. Mais attention, les dernières conditions étaient les suivantes : les agents du pôle travailleront tous les jours de 9h à 17h, et devront avoir minimum 5 ans d'expérience en milieu ouvert au SPIP 49. La qualité de notre intervention dépendrait de ce pré-requis selon notre Directrice. En revanche, sans pôle, on nous promet une baisse miraculeuse de nos effectifs et la question de l'ancienneté n'est étrangement plus un souci ?!

Une bonne manière de s'assurer des résultats du sondage, évidemment, pour une direction qui ne souhaitait pas de pôle dès le début : quelle perte de temps pour le service !

Le problème ne se limite pas au discours démagogue de notre direction. Les sautes d'humeur et exaspérations de notre Directrice rendent simplement impossible tout dialogue social, que ce soit en CSA ou en réunion départementale. Mise devant ses propres contradictions, les agents ont droit au mieux à de la mauvaise foi et au pire à des attaques personnelles. Une attitude qui n'est pas celle attendue des cadres de la fonction publique, encore plus lorsqu'ils sont au pilotage d'une expérimentation avec autant d'enjeu.

La mascarade a assez duré !

Madame la Directrice, il est facile de flatter nos compétences et de nous promettre une baisse conséquente de notre charge de travail pour nous amadouer.

La réalité qui se dessine est tout autre ! Nous savons que nous allons subir une organisation de service qui ne permettra sans doute pas de faire du travail de qualité et qui va juste impacter directement notre vie personnelle.

Alors que l'expérimentation nécessite un travail collaboratif entre les tribunaux et le SPIP, il n'y a pas eu de réunion institutionnelle avec les JAP d'ANGERS depuis plus de cinq ans !

L'expérimentation ESR ne pourra pas être pleinement investie tant que les problèmes initiaux du service ne sont pas réglés. Les agents du SPIP 49 ont exprimé à plusieurs reprises leurs difficultés et leur mal être, celui-ci conduisant parfois à des arrêts de travail. Il est temps de l'entendre !

Monsieur le Directeur Interrégional, les renforts attribués sont conséquents. Comment cela a-t-il pu être envisagé sans budget supplémentaire ? Des questions matérielles se posent concrètement puisque nous devons accueillir 12 personnes en plus dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui. La conséquence concrète pour le milieu ouvert : des agents serrés comme des sardines dans des bureaux « tournants », voire sans fenêtre ! Pas davantage de bureaux d'entretiens ni de véhicules. Dans ce contexte, difficile de voir l'expérimentation comme une chance vu l'impact sur nos conditions de travail ! En réponse, la création d'une Antenne SPIP pour le TJ de Saumur semble urgente et inévitable...

Dans ce contexte insécurisant, à l'instar de l'écrasante majorité des agents du milieu ouvert, la section locale du SNEPAP-FSU ne participera pas aux COPIL et groupes de travail sur l'expérimentation ESR !